FANCELLO Sandra (dir.). — *Penser la sorcellerie en Afrique*

Paris, Hermann, 2015, 296 p., bibl.

Émilie Guitard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/23212>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.23212

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2018

Pagination : 1051-1056

ISBN : 978-2-7132-2743-1

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Émilie Guitard, « FANCELLO Sandra (dir.). — *Penser la sorcellerie en Afrique* », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 231-232 | 2018, mis en ligne le 15 décembre 2018, consulté le 02 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/23212> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.23212>

Ce document a été généré automatiquement le 2 mars 2021.

© Cahiers d'Études africaines

FANCELLO Sandra (dir.). — *Penser la sorcellerie en Afrique*

Paris, Hermann, 2015, 296 p., bibl.

Émilie Guitard

RÉFÉRENCE

FANCELLO Sandra (dir.). — *Penser la sorcellerie en Afrique*. . Paris, Hermann, 2015, 296 p., bibl.

- 1 Cet ouvrage collectif dirigé par Sandra Fancello, compte au nombre des productions récentes du programme « L'État et les institutions face à la sorcellerie dans l'Afrique contemporaine. Violence, justice et droits de l'Homme » financé par l'Agence nationale de la recherche et clôt en 2016. Paru en 2015, le volume rassemble huit contributions rédigées par dix auteurs européens et africains, interrogeant les développements polymorphes des imaginaires sorcellaires, des situations d'accusation et des dispositifs de contre-sorcellerie dans l'Afrique centrale contemporaine (Cameroun, Centrafrique, les deux Congos et le Gabon, avec des escapades vers le Sénégal et la Belgique). Cette région du continent constitue, de fait, un lieu historique de définition et d'étude de l'objet « sorcellerie africaine » en anthropologie depuis les travaux fondateurs d'E. E. Evans-Pritchard chez les Azandé (1937)¹. De par leur approche situationnelle de cet objet, appréhendé ici « par cas » (p. 32), les différents contributeurs de l'ouvrage se situent directement dans le sillage de cet éminent précurseur. Dans le même temps, ils poursuivent aussi les analyses débutées dans les années 1970 dans cette même région du continent (par Peter Geschiere² notamment), inscrivant les discours et les représentations sorcellaires dans l'avènement de la modernité dans cette partie du monde, avec son lot de nouveaux enrichis et de laissés-pour-compte et les sentiments d'incompréhension, mais aussi de suspicion, d'envie ou de jalousie suscités par le creusement des inégalités.

- 2 En effet, comme le souligne P. Geschiere dans sa préface à l'ouvrage, les contributions rassemblées ici renouvellent les analyses de la sorcellerie comme un phénomène éminemment moderne, résultat de l'urbanisation rapide du continent africain, de l'entrée de ces sociétés dans l'économie de marché et de l'accroissement des inégalités économiques et sociales qui en découlent. Revenant en filigrane sur son propre parcours face aux imaginaires et discours sorcellaires au Cameroun depuis les années 1970, P. Geschiere constate, à la lecture de cet ouvrage, une libération générale de la parole accusatrice (à l'exception du cas très particulier — analysé ici par Andrea Ceriana Mayneri — des enfants des rues de Bangui, plutôt discrets sur de potentielles accusations de sorcellerie à leur égard), quand elle était autrefois tue et les conversations soigneusement éludées, malgré son omniprésence dans les esprits. Le champ de la sorcellerie semble s'être étendu pour gagner toutes les sphères de la société, touchant de nouveaux secteurs tels que les médias, comme en témoigne la contribution de Julien Bonhomme sur les processus de média-tisation de la sorcellerie en Afrique subsaharienne ; ou les entreprises publiques, objet de la contribution de Bruno Ngouflo sur le « désorcellement des machines » au sein de la compagnie nationale d'électricité centrafricaine. Elle s'épanouit enfin particulièrement dans les espaces urbains marqués par l'intensité, mais aussi l'anonymat des interactions quotidiennes. Passant de la famille et du familial, dans le cadre des anciennes organisations sociales villageoises dites traditionnelles, à « l'étranger familial » dans les contextes citadins contemporains, la « sorcellerie de la maison » s'étire aussi indéfiniment dans le cadre de la mondialisation et des migrations transnationales, jusqu'à poursuivre les migrants africains de l'autre côté des frontières et des océans, comme l'observe Bénédicte Meiers à travers la participation d'un ministère de délivrance, opérant entre la RDC et l'Europe, à la transnationalisation du schème d'interprétation sorcellaire.
- 3 Aussi, à la lecture de cet ouvrage décrivant sous divers aspects l'expansion et les mutations de la sorcellerie, s'adaptant sans mal, voir fleurissant, sur les incertitudes du quotidien des sociétés contemporaines africaines, et fort de plus de quarante ans de recherche sur cette problématique, P. Geschiere se déclare désormais convaincu du caractère contre-productif de toute entreprise d'éradication complète, que ce soit en Afrique comme ailleurs dans le monde. Il rejoint ainsi les auteurs de l'ouvrage dans le constat de l'inefficacité, mais aussi de la violence des nombreux dispositifs contre-sorcellaires qui se développent en réponse à cette expansion des imaginaires et à la multiplication des accusations de sorcellerie. C'est un tableau plus sombre encore des sociétés africaines contemporaines que dresse S. Fancello pour introduire l'ensemble des contributions réunies dans l'ouvrage : la pauvreté endémique qui frappe le continent, sa démographie incontrôlée, sa croissante urbanisation pas ou peu encadrée, le retrait des États entretenant l'instabilité politique, ou encore les grandes épidémies successives (VIH, Ebola), aux effets sociaux dramatiques, constituent ensemble un terreau fertile à l'épanouissement de la sorcellerie. Celle-ci se trouve encore nourrie par la remise en cause des anciennes hiérarchies basées sur la parenté, l'âge ou les savoirs, face au creusement des inégalités dans l'accès à la réussite sociale et matérielle suscitant précarité, et donc frustration, jalousies et suspicions. Dans ce climat quotidien de défiance et d'insécurité sociale, économique mais également « spirituelle », renforcé dans de nombreux contextes africains par l'arbitraire militaire et policier, S. Fancello constate un « processus de banalisation d'une vision du monde saturée par l'omniprésence des forces maléfiques » (p. 22), exemplarisé par sa contribution sur les

pasteurs et prêtres-exorcistes à Bangui et Yaoundé. De ce processus résultent de nombreuses violences, « spirituelles » et verbales, dont les accusations publiques de sorcellerie sont une expression, mais aussi sociales et physiques, allant de la mise à l'écart des présumés sorciers ou leur condamnation par les tribunaux, à leur lynchage pur et simple dans le cadre d'une « justice populaire » considérée par ses auteurs comme légitime face à la prolifération de la magie maléfique et à l'impuissance des pouvoirs publics face à cette menace.

- 4 Le recours accru à la « justice populaire » face à l'impuissance des instances juridiques ou sécuritaires officielles constitue l'un des trois traits particuliers de cette nouvelle configuration, amorcée dans les années 1980, du vaste domaine de la sorcellerie et des réponses individuelles et institutionnelles qui y sont apportées. Cette actualité est aussi caractérisée, paradoxalement, par l'irruption de la sorcellerie dans les cours de justice pénales, à la fois en la personne des « victimes », des « accusés » mais aussi des « spécialistes » mobilisés par les juges pour identifier formellement les actes sorcellaires et leurs auteurs : voir particulièrement à ce propos les contributions de Bruno Martinelli en Centrafrique et d'André Mary et Maixant Mebiame-Zomo au Gabon. Enfin, l'intervention des Églises pentecôtistes et autres « ministères de délivrance » dans la lutte tout azimut contre les forces du Mal constitue l'un des derniers développements majeurs du phénomène comme l'illustrent les contributions de S. Fancello, Bernard Coyault et Bénédicte Meiers. Le recours à la « justice populaire » contre les sorciers présumés d'abord, souvent le fait de jeunes désœuvrés réduits à la violence et à la délinquance par la crise de l'emploi qui frappe nombre de pays africains, prend pour cibles d'autres catégories vulnérables, comme les personnes âgées, les malades mentaux ou encore les enfants, notamment ceux de la rue. Le recours à la violence hors des cadres judiciaires administratifs ou coutumiers se voit aussi, paradoxalement à nouveau, renforcé dans sa légitimité par la multiplication des procès légaux en sorcellerie, sanctionnée comme « délit » ou « crime » dans les codes pénaux au Cameroun, en Centrafrique ou encore au Gabon. Cette judiciarisation de la sorcellerie n'est néanmoins pas un phénomène nouveau (ni d'ailleurs propre au continent africain, comme le rappelle S. Fancello), puisqu'il débute avec la reconnaissance des phénomènes sorcellaires dans les premiers Codes pénaux coloniaux, nous rappelle Bruno Martinelli à travers l'histoire du traitement pénal de la sorcellerie dans l'institution judiciaire centrafricaine. La judiciarisation des accusations de sorcellerie contribue aussi très tôt à l'émergence des premiers mouvements religieux anti-sorcellerie à l'aube des Indépendances, proposant une magie blanche permettant de lutter contre la magie noire « à l'africaine », face à laquelle la religion et l'État des colons sont impuissants, car inadaptés. La mise au jour de l'emboîtement de ces différents paradoxes, structurant les dynamiques d'évolution de la sorcellerie dans le temps long, constitue assurément l'un des apports majeurs de l'ouvrage.
- 5 Cet effort de recontextualisation des affaires de sorcellerie récentes en Afrique centrale, présentées par les différents contributeurs de l'ouvrage comme l'aboutissement d'évolutions historiques anciennes, permet aussi de saisir les dynamiques de glissement progressif de la sorcellerie familiale et villageoise à celle à l'œuvre dans les situations contemporaines. Cinq traits particuliers de ces dynamiques se dégagent encore des différentes contributions de l'ouvrage : (1) la diffusion et la globalisation des catégories et des pratiques en la matière (sous les termes de « crimes rituels », « anthropophagie », « magie noire », « mystique », etc.), allant de pair avec (2) une essentialisation marquée de la figure du sorcier, rejeté résolument du côté du

mal, à la différence des personnages ambivalents décrits par plusieurs auteurs dans des situations plus anciennes (par exemple, A. Adler³), (3) la fluidité, voire l'inversion, des postures d'accusés et d'accusateurs (les « spécialistes » du magico-religieux devenant accusateurs devant les tribunaux par exemple), (4) l'érosion des systèmes existants de médiation et de régulation ordinaires et, enfin, comme évoqué plus haut, (5) l'orientation des accusations vers les plus vulnérables, femmes, enfants, personnes âgées, malades physiques ou mentaux.

- 6 Face à la multiplication des accusations, S. Fancello revient sur le consensus établi entre chercheurs sur le rôle des Églises, perçues sinon comme une « solution », du moins comme un moindre mal. L'auteure insiste sur ce point pour mieux dénoncer l'ambivalence des ministères de délivrance pentecôtistes et prophétiques, sur lesquels elle travaille au Cameroun et en Centrafrique, et dont les pasteurs et les prophètes attisent bien souvent la violence en se faisant accusateurs publics et en usant d'un langage martial et vengeur plutôt qu'en se positionnant comme médiateurs entre « victimes », « accusateurs » et « accusés » (voir également la contribution de Bernard Coyault sur le contexte congolais brazzavillois). Mais les Églises ne sont pas les seules institutions à se retrouver « prises » dans les schèmes d'accusation sorcellaires jusqu'à y jouer un rôle de catalyseur. L'État, à travers ses institutions judiciaires, participe également de l'alimentation de la violence sorcellaire par la « diabolisation du sorcier »⁴ et la collaboration intense entre agents de l'État, guérisseurs et pasteurs. Les entreprises publiques ne sont pas non plus épargnées : Bruno Ngoufflo montre ainsi comment la sorcellerie est analysée, au sein de la compagnie nationale d'électricité centrafricaine, comme un moyen « d'expression et de régulation des rapports de pouvoir et des conflits » et comme un schème explicatif servant à donner du sens aux nombreux risques d'accidents de travail.
- 7 De là se pose nécessairement la question de la position du chercheur sur ce type de terrains, pareils à des sables mouvants, où tout l'enjeu réside dans sa capacité à se situer « au centre », voire à pénétrer le théâtre de l'action (comme en témoigne les difficultés rapportées par Bénédicte Meiers au cours de son enquête dans un ministère de délivrance congolais), à se placer au cœur des interactions entre les différentes parties (victimes, accusateurs, accusés, « spécialistes », médiateurs) sans se retrouver assigné à son tour à une position spécifique, soit à se « laisser prendre », pour reprendre la célèbre préconisation de Jeanne Favret-Saada⁵, sans pour autant se laisser ensevelir dans les dynamiques d'accusation sorcellaires. À cet égard, le positionnement particulier d'étranger de l'intérieur adopté par B. Coyault, en tant que pasteur français marié à une Congolaise adepte d'une église évangélique congolaise est assez inédit. Et celui de B. Ngoufflo, étudiant la sorcellerie en tant qu'anthropologue dans son propre pays, pour le moins inconfortable.
- 8 La proposition portée collectivement dans l'ouvrage consiste à penser la sorcellerie « en situation », pour reprendre les préconisations d'Evans Pritchard, mais en tenant compte désormais aussi des positionnements « face à » celle-ci, adoptés par les institutions et leurs représentants, quand bien même plusieurs contributions de l'ouvrage soulignent l'échec de ces acteurs à tenir cette position d'externalité, comme dans le cas emblématique des « épidémies de crimes rituels » décrit par A. Mary et M. Mébiame-Zomo au Gabon, et l'amplification d'une affaire en particulier jusqu'à en faire un scandale national et politique, impliquant un sénateur et jusqu'à la première dame du pays.

- 9 Dans son introduction, S. Fancello appelle, plus précisément encore, à appréhender la sorcellerie comme une « anthropologie des rapports de force entre les hommes et une pragmatique de l'action en situation » (p. 33), ce qui impose d'entrer dans les affaires de sorcellerie par la compréhension des enjeux soulevés par la parole accusatrice. La comparaison proposée ici, entre différents cas spécifiques, vise justement à resituer les places de chacun, en gardant à l'esprit leur plasticité, voire leur réversibilité. Celle-ci participe au demeurant du caractère éminemment ambigu de la sorcellerie, qui transparaît aussi dans les catégories mobilisées pour en parler : « mystique », « blindages », « parler du ventre », etc. Un langage de la sorcellerie lui aussi fondamentalement réversible, comme les rôles dans les affaires d'accusation, et dont la plasticité ne doit pas néanmoins empêcher de le considérer comme un langage performatif, avec des effets parfois dramatiques. Il convient dès lors, selon l'auteure, de ne pas se limiter à une lecture « métaphorique » de la sorcellerie en termes « symbolistes » ou « nominalistes », mais de prendre en considération les effets sociaux réels des imaginaires et des dispositifs d'accusation sorcellaires et des violences qu'ils engendrent au quotidien, comme un véritable « imaginaire qui tue »⁶.
- 10 Ainsi, à travers l'ouvrage, court un fort appel aux chercheurs, invitant à la production de recherches engagées et appliquées à destination des acteurs institutionnels pour comprendre et intervenir aussi bien sur les cas de « justice populaire » en lien avec des affaires de sorcellerie que sur l'implication des institutions elles-mêmes. L'enjeu sous-jacent vise à rompre enfin le « cercle vicieux des raisonnements en sorcellerie »⁷ et de leurs schèmes d'accusation conduisant à la stigmatisation ou à l'agression, dont les institutions religieuses et politiques s'avèrent partie prenante, mais dans lesquels les anthropologues se retrouvent aussi « pris », quitte parfois à être accusés de participer eux-mêmes à la propagation de l'imaginaire sorcellaire et aux actes de violence qui en découlent. On peut voir à ce propos le renouvellement stimulant de ce débat par Jean-Pierre Warnier et les différentes contributions en réponse dans *Politique africaine*⁸. À ce titre, il convient, pour conclure, de souligner les efforts méthodologiques et pédagogiques du regretté Bruno Martinelli (auquel l'ouvrage est dédié) pour une conciliation entre enquête ethnographique et formation professionnelle au sein des cours d'appel centrafricaines, exposés dans sa contribution posthume à l'ouvrage. Désormais, il ne s'agit plus seulement de « penser la sorcellerie », mais aussi de la « juger », ce pourquoi cet ouvrage propose des pistes théoriques et méthodologiques très stimulantes, en partant toujours d'ethnographies fines, au cœur des situations de crise sorcellaire étudiées.

NOTES

1. Traduction française par L. Evrard : E. E. EVANS-PRITCHARD, *Sorcellerie, oracles et magie chez les Azandé*, Paris, Gallimard, 1972.

2. P. GESCHIERE, « Regard académique, sorcellerie et schizophrénie (commentaire) », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 3, 2001, pp. 643-649.

3. A. ADLER, *Roi sorcier, mère sorcière. Parenté, politique et sorcellerie en Afrique Noire*, Paris, Éditions du Félin.
4. A. MARY, « La diabolisation du sorcier et le réveil de Satan », *Religiologiques* (« Marges contemporaines de la religion »), 18, 1998, pp. 53-77.
5. J. FAVRET-SAADA, *Les mots, la mort, les sorts. La sorcellerie dans le Bocage*, Paris, Gallimard, 1977.
6. R. BENEDUCE, « Un imaginaire qui tue. Réflexion sur sorcellerie, violence et pouvoir (Cameroun, Mali) », in B. MARTINELLI & J. BOUJU (dir.), *Violence et sorcellerie en Afrique*, Paris, Karthala, 2012, pp. 309-328.
7. P. GESCHIERE, « Regard académique, sorcellerie et schizophrénie (commentaire) », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 3, 2001, p. 647.
8. J. P. WARNIER 2017, « Ceci n'est pas un sorcier. De l'effet Magritte en sorcellerie », *Politique africaine*, 146 (2), 2017, pp. 125-141 ; « Sorcellerie en Afrique : "l'effet Magritte" en débat », *Politique africaine*, 148 (4), 2017.